



IMT Atlantique
Bretagne-Pays de la Loire
École Mines-Télécom

Procédure adaptée

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Services

Règlement de la Consultation

Prestations de surveillance des locaux d'IMT Atlantique

N°26MTA023M-025M

En application de l'article **R. 2123-1, 1°** du code de la commande publique

Date limite de remise des offres :
10 avril 2026 à 14h00

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2	DURÉE	3
3	PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
4	VARIANTES	4
5	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES :	5
6	DOSSIER DE CONSULTATION	5
7	ENVOI DES PROPOSITIONS	6
8	DÉLAI DE VALIDITÉ.....	6
9	GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	6
10	SOUS-TRAITANCE.....	7
11	PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	7
12	PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE.....	8
13	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	9
14	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	9
15	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11
16	VISITE DE SITE	11
17	LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	12
ATTESTATION DE VISITE		13

1 OBJET DE LA CONSULTATION

Objet des services : Prestations de surveillance des locaux d'IMT Atlantique.

Le présent marché concerne l'exécution de prestations de surveillance des locaux d'IMT Atlantique. Cette consultation est décomposée en 3 lots pour couvrir ce besoin sur les 3 campus d'IMT Atlantique : Brest, Nantes et Rennes.

Les prestations doivent permettre d'assurer la sécurité incendie, de surveiller l'accès aux locaux de l'établissement, de prévenir, intervenir et contrôler toute action suspecte sur le site, accueillir, renseigner, filtrer toute personne qui en demande l'accès et secourir tout individu en difficulté.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot n°1 : Surveillance du campus de Brest :

Lieu de prestation du service : Campus de Brest, 655 avenue du Technopôle, Technopôle de la Pointe du Diable, 29280 Plouzané

Le montant de commande du lot est limité à € 600.000,00 HT.

Le montant de commande de chaque reconduction est limité à € 200.000,00 HT.

Lot n°2 : Surveillance du campus de Nantes :

Lieu de prestation du service : Campus de Nantes, 4 rue Alfred Kastler, La Chantrerie, 44300 Nantes

Le montant de commande du lot est limité à € 600.000,00 HT.

Le montant de commande de chaque reconduction est limité à € 200.000,00 HT.

Lot n°3 : Surveillance du campus de Rennes :

Lieu de prestation du service : Campus de Rennes, 2 rue de la Châtaigneraie, 35510 Cesson-Sévigné

Le montant de commande du lot est limité à € 300.000,00 HT.

Le montant de commande de chaque reconduction est limité à € 100.000,00 HT.

2 DUREE

Pour l'ensemble des lots

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 36 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 1er juillet 2026 ou le jour de la notification au(x) titulaire(s) si celle-ci intervient postérieurement au 1er juillet 2026.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 30 juin 2029.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution sera fixé au sein de chaque bon de commande.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, la durée du marché ne commence pas à sa notification.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend une reconduction. La durée de chaque reconduction est de :

- Reconduction 1 : 12 mois. (du 1er juillet 2029 au 30 juin 2030)

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Prestations similaires :

Lot n°1 : Surveillance du campus de Brest

Lot n°2 : Surveillance du campus de Nantes

Lot n°3 : Surveillance du campus de Rennes:

Les lots pourront faire l'objet de prestations similaires.

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

3 PROCEDURE DE PASSATION

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

IMT Atlantique se réserve la possibilité de régulariser les offres des candidats puis de négocier avec les trois (3) candidats dont les offres sont arrivées en tête à l'issue de l'analyse.

Les modalités pratiques de la négociation, notamment les éléments de l'offre qui seront discutés seront transmises aux candidats retenus via PLACE.

Nomenclature CPV pertinente :

Lot n°1 : Surveillance du campus de Brest

et Lot n°2 : Surveillance du campus de Nantes

et Lot n°3 : Surveillance du campus de Rennes:

79714000-2 : Services de surveillance (Code CPV principal)

4 VARIANTES

Lot n°1 : Surveillance du campus de Brest

Lot n°2 : Surveillance du campus de Nantes :

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

- Poste 12 [Variante exigée] Coût total annuel

Les candidats proposeront, en variante obligatoire, que l'un des « titulaires » soit chef de poste, avec une qualification SSIAP 2 (Art. 3-2-1 du CCTP).

Les candidats sont tenus de présenter une offre pour chaque variante exigée.

Aucune variante facultative n'est prévue.

Le candidat qui présente une variante doit également remettre une offre entièrement conforme à la solution de base.

Lot n°3 : Surveillance du campus de Rennes:

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES :

Lot n°1 : Surveillance du campus de Brest

Lot n°2 : Surveillance du campus de Nantes:

Les soumissionnaires sont obligés de présenter une offre pour chaque prestation supplémentaire éventuelle obligatoire sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière.

L'acheteur choisit de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles obligatoires lors de la signature du contrat. S'il décide de les retenir, il attribue l'accord-cadre au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des prestations supplémentaires éventuelles.

- Poste 4 [PSE obligatoire] Coût total annuel
- Poste 6 [PSE obligatoire] Coût total annuel
- Poste 8 [PSE obligatoire] Coût total annuel
- Poste 10 [PSE obligatoire] Coût total annuel

En complément de l'offre de base définie dans le CCTP, les candidats devront obligatoirement chiffrer les prestations supplémentaires suivantes :

PSE 1.1 Du lundi au vendredi, passage d'un rondier de 06h30 à 07h30 pour ouverture des bâtiments. Poste 4 de la DPGF.

PSE 1.2 Du lundi au vendredi, passage d'un rondier entre 03h30 / 05h30 pour ronde pointée sur le campus. Poste 6 de la DPGF.

PSE 1.3 Samedi et Dimanche, passage d'un rondier entre 03h30 / 05h30 pour ronde pointée sur le campus. Poste 8 de la DPGF.

La durée approximative de la ronde sera de 1h.

PSE 1.4 Présence d'un agent SSIAP1 sur place du lundi au vendredi de 01h30 à 08h00, le samedi et le dimanche de 01h30 à 10h00, les jours fériés et de fermeture de l'école de 01h30 à 08h00. Poste 10 de la DPGF.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative n'est prévue.

Si elle est retenue, la PSE ne se substitue pas à la solution de base mais vient s'ajouter aux prestations demandées dans l'accord-cadre. L'acheteur n'est jamais obligé de retenir une PSE, ni lors de la conclusion, ni pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Lot n°3 : Surveillance du campus de Rennes:

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

6 DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

7 ENVOI DES PROPOSITIONS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2961083&orgAcronyme=a4n>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Si l'offre n'est pas signée électroniquement au moment de la réponse, la signature électronique sera alors exigée au stade de l'attribution du marché.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

8 DELAI DE VALIDITE

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

9 GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

10 SOUS-TRAITANCE

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

11 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

[Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen \(DUME\), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.](#)

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	Tous les lots
3	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

12 PRESENTATION DU DOSSIER D'OFFRE

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	La décomposition du prix global et forfaitaire Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
4	Le bordereau de prix unitaire et le détail quantitatif estimatif Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
5	Le mémoire technique
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
7	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.

Le mémoire technique reprendra les sous-critères de la valeur technique précisés dans le présent règlement de la consultation.

* Aucune signature n'est requise pour les documents de la candidature et de l'offre lors du dépôt du pli (à l'exception de l'habilitation du mandataire par ses co-traitants, mais qui ne sera demandée, le cas échéant, qu'en fin de procédure si l'attributaire est constitué en groupement).

* Le candidat devra fournir un acte d'engagement, un devis et un mémoire technique supplémentaires en cas de variante

13 ATTRIBUTION DU MARCHE

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Le Bordereau de Prix Unitaire dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

14 CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
1	Prix	40
	<i>Prestation forfaitaire : Proportionnalité par rapport à l'offre DPGF la plus basse ; Note offre = $(1 - ((\text{prix de l'offre} - \text{prix de l'offre la plus basse}) / \text{prix de l'offre la plus basse})) * 32$</i> <i>Bordereau de Prix Unitaires : Proportionnalité par rapport au prix DQE le plus bas ; Note offre = $(1 - ((\text{prix DQE} - \text{prix DQE le plus bas}) / \text{prix DQE le plus bas})) * 8$</i>	
2	Valeur technique	50
	<i>Sur la base de l'addition de notes des sous-critères.</i>	
2.1	Composition des équipes d'intervention : qualification et effectifs	15
	<i>Barème de notation pour les sous-critères de la valeur technique (note de 1 à 5*pondération) :</i> <i>. Irrecevable : offre irrégulière (non conforme), inacceptable ou inappropriée : 0 point, éliminatoire</i> <i>. Insuffisant : contenu ne répondant pas aux attentes - Réserves significatives attachées à la proposition : 1 point</i> <i>. Partiellement suffisant : Contenu ne répondant que partiellement aux attentes : 2 points</i> <i>. Suffisant : Contenu répondant aux attentes minimales, mais ne présentant aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats et aux besoins (surqualification) : 3 points</i> <i>. Bon et avantageux : Contenu répondant aux attentes et présentant un minimum</i>	

	<i>d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats : 4 points</i> <i>. Très intéressant : Proposition très avantageuse sans tomber dans la surqualification : 5 points</i>	
2.2	Moyens matériels mis en oeuvre sur le site pour assurer la mission	15
	<i>Barème de notation pour la valeur technique (note de 1 à 5*pondération) :</i> <i>. Irrecevable : offre irrégulière (non conforme), inacceptable ou inappropriée : 0 point, éliminatoire</i> <i>. Insuffisant : contenu ne répondant pas aux attentes - Réserves significatives attachées à la proposition : 1 point</i> <i>. Partiellement suffisant : Contenu ne répondant que partiellement aux attentes : 2 points</i> <i>. Suffisant : Contenu répondant aux attentes minimales, mais ne présentant aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats et aux besoins : 3 points</i> <i>. Bon et avantageux : Contenu répondant aux attentes et présentant un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats : 4 points</i> <i>. Très intéressant : Proposition très avantageuse : 5 points</i>	
2.3	Suivi et organisation du planning, continuité de service	10
	<i>Barème de notation pour la valeur technique (note de 1 à 5*pondération) :</i> <i>. Irrecevable : offre irrégulière (non conforme), inacceptable ou inappropriée : 0 point, éliminatoire</i> <i>. Insuffisant : contenu ne répondant pas aux attentes - Réserves significatives attachées à la proposition : 1 point</i> <i>. Partiellement suffisant : Contenu ne répondant que partiellement aux attentes : 2 points</i> <i>. Suffisant : Contenu répondant aux attentes minimales, mais ne présentant aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats et aux besoins : 3 points</i> <i>. Bon et avantageux : Contenu répondant aux attentes et présentant un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats : 4 points</i> <i>. Très intéressant : Proposition très avantageuse : 5 points</i>	
2.4	Suivi des prestations	10
	<i>Barème de notation pour la valeur technique (note de 1 à 5*pondération) :</i> <i>. Irrecevable : offre irrégulière (non conforme), inacceptable ou inappropriée : 0 point, éliminatoire</i> <i>. Insuffisant : contenu ne répondant pas aux attentes - Réserves significatives attachées à la proposition : 1 point</i> <i>. Partiellement suffisant : Contenu ne répondant que partiellement aux attentes : 2 points</i> <i>. Suffisant : Contenu répondant aux attentes minimales, mais ne présentant aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats et aux besoins : 3 points</i> <i>. Bon et avantageux : Contenu répondant aux attentes et présentant un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats : 4 points</i> <i>. Très intéressant : Proposition très avantageuse : 5 points</i>	
3	Performance en matière sociale et environnementale	10
	Sur la base de l'addition de notes des sous-critères.	
3.1	Gestion des personnels, rotation des salariés, absentéisme	5
	<i>Barème de notation pour la valeur technique (note de 1 à 5*pondération) :</i> <i>. Irrecevable : offre irrégulière (non conforme), inacceptable ou inappropriée : 0 point, éliminatoire</i> <i>. Insuffisant : contenu ne répondant pas aux attentes - Réserves significatives attachées à la proposition : 1 point</i> <i>. Partiellement suffisant : Contenu ne répondant que partiellement aux attentes : 2 points</i> <i>. Suffisant : Contenu répondant aux attentes minimales, mais ne présentant aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats et aux besoins : 3 points</i> <i>. Bon et avantageux : Contenu répondant aux attentes et présentant un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats : 4 points</i> <i>. Très intéressant : Proposition très avantageuse : 5 points</i>	
3.2	Démarche Développement durable, insertion sociale, environnement	5
	<i>Barème de notation pour la valeur technique (note de 1 à 5*pondération) :</i> <i>. Irrecevable : offre irrégulière (non conforme), inacceptable ou inappropriée : 0 point, éliminatoire</i> <i>. Insuffisant : contenu ne répondant pas aux attentes - Réserves significatives attachées à la</i>	

	<i>proposition : 1 point</i> <i>. Partiellement suffisant : Contenu ne répondant que partiellement aux attentes : 2 points</i> <i>. Suffisant : Contenu répondant aux attentes minimales, mais ne présentant aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats et aux besoins : 3 points</i> <i>. Bon et avantageux : Contenu répondant aux attentes et présentant un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats : 4 points</i> <i>. Très intéressant : Proposition très avantageuse : 5 points</i>
Pondération totale des critères d'attribution :	100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base de la somme de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et du détail quantitatif estimatif (DQE). Il est à noter que les prix indiqués dans le DQE devront être rigoureusement identiques à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU). Si des discordances étaient constatées, l'acheteur pourra rejeter l'offre du candidat.

15 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Renseignements administratifs et techniques :

Anthony CLOAREC

Technicien Sécurité

DPSG campus de Brest

Adresse : 655 avenue du Technopôle, 29280 Plouzané

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'acheteur, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2961083&orgAcronyme=a4n> .

16 VISITE DE SITE

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux.

Toutefois, l'acheteur acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

La visite du site est obligatoire. Cette visite a pour objet de permettre aux différents candidats d'évaluer le contexte technique et géographique dans lequel les prestations s'effectuent.

Un créneau de visite par campus est prévu :

- Lot n°1 à Brest, le mardi 24 mars 2026 à 14h00,
- Lot n°3 à Rennes, le jeudi 26 mars 2026 à 14h00,
- Lot n°2 à Nantes, le vendredi 27 mars 2026 à 09h30.

Les candidats sont invités à confirmer leur présence auprès de M. Anthony CLOAREC par téléphone au 02.29.00.11.49 ou par courriel à anthony.cloarec@imt-atlantique.fr .

Une attestation de visite sera remise aux candidats à l'issue de celle-ci. Cette attestation est à joindre impérativement à l'offre du candidat sous peine d'irrecevabilité de cette dernière.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Nantes

Tél. : 02.55.10.10.02

Fax : 02.55.10.10.03

Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Nantes

Tél. : 02.55.10.10.02

Fax : 02.55.10.10.03

Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr

ATTESTATION DE VISITE

Dossier : 26MTA023M-025M

Objet : Prestations de surveillance des locaux d'IMT Atlantique

Procédure : procédure adaptée

Je soussigné :

représentant IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent accord-cadre.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE,

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.

18
